

20.02.2025

L'EMB à propos de la vision de la Commission européenne :

La Commission reconnaît les problèmes - L'EMB réclame un plan ambitieux et de vraies solutions pour les agricultrices et agriculteurs !

L'European Milk Board (EMB) salue partiellement la vision présentée par la Commission européenne pour le secteur agricole où figurent bon nombre des enjeux majeurs de la filière. Pour le président de l'EMB, Kjartan Poulsen, il convient de mettre particulièrement en lumière l'objectif d'un secteur agricole où les denrées alimentaires sont valorisées et où règnent des conditions de travail et de vie équitables. Il faut selon lui à présent passer à une action ambitieuse pour offrir une véritable solution face à la position fragile des agricultrices et agriculteurs au sein de la chaîne de production. Toutefois, il faudrait pour cela mettre un frein net à la stratégie existante, faite d'exportation et de dérèglementation, au profit d'une nouvelle, qui tienne suffisamment compte de la production intérieure et des producteurs européens.

Défis du secteur agricole

La Commission européenne soulève à juste titre des divers problèmes structurels et leurs solutions potentielles, notamment :

- La situation du revenu des agriculteurs : *le revenu des agriculteurs reste très inférieur à la moyenne des autres secteurs économiques. La définition de mesures visant à atteindre un niveau de vie équitable doit prendre en compte toutes les sources de revenu, y compris toutes les recettes générées par le marché. Les agriculteurs doivent percevoir de meilleures recettes du marché afin de pouvoir réaliser les investissements nécessaires. Cela nécessite de corriger les déséquilibres actuels de la chaîne alimentaire qui désavantagent les producteurs primaires. Il ne sera pas toléré de pratiques imposant systématiquement aux agriculteurs de vendre leurs produits à des prix inférieurs aux coûts de production.*
- Des normes d'importation : *afin de garantir un environnement concurrentiel durable, la Commission envisage d'aligner plus fidèlement les normes de fabrication des produits importés, notamment celles concernant les pesticides et le bien-être animal. La Commission veut garantir que les dispositions en matière de sécurité alimentaire soient correctement transposées et appliquées, en mettant en place une taskforce chargée de renforcer les contrôles des importations.*

L'EMB réclame une application résolue !

Comme le souligne Kjartan Poulsen, Président de l'association, l'EMB reconnaît que la vision de la Commission européenne aborde des points essentiels. Ces approches ne doivent toutefois pas rester lettre-morte mais être suivies de mesures et de réformes concrètes.

Garantir un revenu équitable pour les agriculteurs

- Interdiction de pratiquer des prix inférieurs aux coûts de production : il faut garantir concrètement que les agriculteurs ne soient pas contraints de vendre leurs produits en-dessous du coût de leur production. Attention toutefois à bien considérer les coûts réels de production, incluant un revenu raisonnable pour les producteurs et les coûts générés par les prestations supplémentaires. L'EMB réclame de placer cette pratique sur la liste noire de la directive PCD. L'EMB a en outre élaboré un projet de **dispositions légales** inscrivant dans un cadre global l'obligation de proposer des prix de production supérieurs aux coûts de production.
- Des engagements contractuels aux conditions équitables :
 - Les contrats obligatoires entre agriculteurs et transformateurs, proposés fin 2024 par la Commission européenne en guise de réforme à l'organisation commune des marchés, doivent imposer des prix rémunérateurs.

- Les coopératives et leurs membres ne doivent plus faire exception aux dispositions contractuelles obligatoires.

Sécurité économique pour l'agriculture durable

- Les prestations écologiques doivent être rentables : les prestations supplémentaires des agriculteurs en vue de préserver l'environnement doivent être rémunérées en conséquence à un prix supérieur à celui du marché, de façon à ce que les coûts et une marge bénéficiaire raisonnable soient couverts.
- Pas de décrochage du fait des importations : les normes européennes ne doivent pas être affaiblies du fait des importations. Des clauses miroirs doivent être strictement mises en place et appliquées et les produits agricoles doivent être exclus des accords de libre-échange. La Commission doit être encore plus ambitieuse sur ces points. Elle doit revenir sur sa stratégie existante orientée sur les exportations, afin de tenir compte de la production intérieure et des agriculteurs européens.

Améliorer la gestion de crise

Avec son [outil de gestion de crise](#), l'EMB a développé un concept fonctionnel à la fois source d'incitations pour une production équilibrée et rempart contre la chute des prix. Cet outil doit être intégré dans le cadre de l'Observatoire de la filière laitière dans l'Organisation commune des marchés (OCM), afin de garantir une gestion de crise durable.

Renforcer la transparence au sein de la chaîne alimentaire

L'Agrifood Chain Observatory (AFCO) doit contribuer activement à la transparence des coûts au sein de la chaîne de production. Des méthodes telles que la [méthode de calcul des coûts du BAL](#) doivent être utilisées pour déterminer des coûts de production réalistes qui serviront ensuite de base à des prix équitables.

En résumé

La vision de la Commission européenne représente une base importante, mais elle doit s'accompagner de mesures plus ambitieuses pour rendre le secteur agricole équitable, durable et viable à long terme. « Au sein de l'EMB, nous sommes disposés à apporter notre contribution au travers de propositions concrètes », affirme Kjartan Poulsen. L'UE a besoin de nous, les agricultrices et agriculteurs – mais seules des conditions enfin correctes nous permettront de continuer à nourrir notre population en lui fournissant des produits alimentaires en quantité et en qualité suffisantes. »

[<<< back](#)